

GWADLOUPÉYEN DOUBOUT



SE REBELLER EST JUSTE

Désobéir est un devoir, Agir est nécessaire !

***TRAVAILLEURS, CHÔMEURS, JEUNES, RETRAITÉS,
PEUPLE DE GUADELOUPE,***

LA GUADELOUPE : UN CHAPELET DE SCANDALES

Il y a quelques semaines, c'étaient les championnats d'Europe de cyclisme sur piste. Fait curieux, les médias français et européens n'ont jamais parlé de cet événement sportif. Et pourtant, *konsey réjyonal é komité siklis dépansé plen lajan pou owganizé*. Et comme d'habitude, de nous promettre le développement économique, etc.

Aujourd'hui, voilà le show de la Route du Rhum. Pour la dixième fois, Victorin LUREL en tête, ils essayent de nous faire avaler que cette compétition

sportive de milliardaires, de compagnies d'assurance, de grandes banques internationales à laquelle participent, pour leur plaisir, des amateurs, apportera joie, bonheur, prospérité et développement économique à la Guadeloupe.

BLAG A MAS !

Comme pour les précédentes éditions, une fois les concerts terminés, chacun se rendra à cette cruelle évidence : *Ayen pa chanjé – Gwadeloup pa vwè*

lajan a Route du Rhum et ce ne sont sûrement pas les quelques *sinobòl é bokit* vendus ici ou là qui suffiront à booster ce développement économique que les élus nous promettent tous les 4 ans.

Après le départ des skippers et de leurs riches sponsors, chacun reviendra à notre triste réalité politique, économique et sociale. Celle qu'ils tentent de nous cacher en nous gavant de *vivrandri* et autres concerts. Mais toujours, cette vérité nous revient au nez *Kon on potchanm yo dékouvè*.

En effet, nous avons toujours la scandaleuse réalité de nos 70 000 chômeurs, nos 23 000 familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, nos 100 000 bénéficiaires du RSA et ayants droits, nos 25% de taux d'illettrisme, nos 60% de jeunes sans emploi, nos 1300 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans formation, sans qualification. **Ce sont là des données propres à notre pays qui ne s'inscrivent dans aucun cadre ni national français, ni europ en.**

Ce sont toujours ces marges exorbitantes dans le secteur de l'agro-alimentaire, des carburants et du commerce automobile. Et pourtant, LUREL et HOLLANDE ont fait des lois contre la vie chère et pour la baisse du prix des carburants. *YO kouyonné Gwadeloupéyen !*

C'est le bordel des rythmes scolaires, le scandale du transport en commun que l'on attend durant des heures et qui n'arrive jamais et pourtant nous avons **Trafikéra** qui a coûté 12 millions d'euros. Mais au fait : à quoi ça sert ? Et comble de l'ironie : la Sécurité Sociale de la Guadeloupe va jusqu'à diffuser un spot publicitaire pour dire aux gens malades de rentrer chez eux en car plutôt qu'en ambulance, afin de diminuer sur les dépenses de la Sécurité Sociale... Vraiment vraiment, *yo ka pran nou pou bamou !*

Ensuite : Nos terres ; nos vies sont toujours empoisonnées à la chloredécone et il n'y a toujours pas de responsables. La climatisation du CHU ne fonctionne pas. Pire, tout le système électrique est défaillant mettant les patients à la merci des infections nosocomiales. Et le directeur déclare que tout va bien.

Le chikungunya a décimé la population et continue à faire des ravages et l'ARS (Agence régionale de Santé) déclare qu'elle contrôle la situation.

L'alcool et la drogue guettent nos enfants à la sortie des écoles. La misère, l'exclusion et la pauvreté

gagnent du terrain et engendrent une recrudescence des déviances sociales.

Lors de la neuvième édition de la route du rhum, la Région avait promis le développement du nautisme en Guadeloupe. Après la victoire de Boris CARENE, c'était une équipe guadeloupéenne de cyclistes professionnels. La Guadeloupe terre de champions a bon dos ; en réalité *sé yenki vèglaj pou kouyonné nou !*

Depuis 1978, « *Route du Rhum* » *pa plen bari a péyi Gwadeloup, a pa an 2014, i téké fè'y débòdé,*

MI FOTO AY !

LE SCANDALE DE LA GESTION DE L'EAU.

Victorin LUREL, Laurent BERNIER, Marcelle PIERROT et Jacques GILLOT, tous aux ordres des multinationales notamment VEOLIA, veulent créer une « nouvelle » entité de gestion de l'eau en ressuscitant un mort : le *SIAEAG* (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau et d'Assainissement de la Guadeloupe) et en passant des conventions avec les multinationales (VEOLIA-Générales des eaux, BNP Paribas et BPCE-CGSP et GELSENWASSER-Nantaise des Eaux).

En un mot, ils veulent nous faire avaler le même plat en le présentant autrement. Encore une fois, nous sommes en plein dans le jeu des combines entre copains et coquins. Pas étonnant car depuis tantôt les élus guadeloupéens ont largement magouillé avec ces multinationales pour pomper notre argent.

Arété pran Gwadeloupéyen pou kouyon. On pourra toujours mettre du rouge à lèvres à un cochon, ce sera toujours un cochon.

Les élus ont délibérément confié la gestion de notre eau à des *asasou* qui ne se préoccupent nullement ni de la santé, ni du bien-être, ni de la qualité de vie des Guadeloupéens.

Les multinationales gèrent l'eau pour leurs propres intérêts et ceux des élus et cela en contrepartie du financement d'une campagne électorale, de la construction d'un bâtiment, d'un voyage ou d'une caisse de champagne.

Le prix payé par l'utilisateur couvre les frais liés à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la

qualité et à la rémunération des travailleurs et on nous annonce qu'il faudrait 300 millions pour remplacer les canalisations pourries. **Alors : OLA LAJAN LA PASÉ ?**

La question gêne et les élus refusent d'aborder ce sujet car beaucoup ont mangé et mangent encore dans la bassine et cela sur le dos des Guadeloupéens.

Aussi, pénurie, coupure, restriction, qualité douteuse, prix exorbitant, réseau défaillant, prix différents, ... sont la conséquence de la **pwofitasyon** de trois multinationales (VEOLIA-Générales des eaux, BNP Paribas et BPCE-CGSP et GELSENWASSER-Nantaise des Eaux) sur la production de l'eau en Guadeloupe et cela avec la bénédiction des élus qui tirent profit de ce système mafieux.

RÉGLER LE PROBLÈME DE LA GESTION DE L'EAU PASSE OBLIGATOIREMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UNE GESTION PUBLIQUE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION.

Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public de production et de distribution de l'eau sans délégation de service public confiée aux multinationales.

- **FAIRE DU SIAEAG UNE STRUCTURE UNIQUE RELEVE DE L'IRRESPONSABILITE ET DE LA MAGOUILLE.**
- **METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE UNIQUE SANS METTRE EN REGIE DIRECTE LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU revient à pérenniser un système mafieux qui profite aux actionnaires des multinationales et à certains élus véreux qui y trouvent des intérêts personnels. Sé pousa yo bizwen kontinyé épi YO.**

Il s'agit d'un complot kont GWADLOUP organisé par la Région, le Département, la Préfecture, le SIAEAG, tous à la solde des multinationales, pou kontinyé kouyonné é volé Gwadeloupéen.

LE SCANDALE DES MARCHÉS PUBLICS

Des entreprises étrangères obtiennent des marchés et s'installent en Guadeloupe où elles débarquent avec matériels et personnels alors que les compétences existent et la main d'œuvre est disponible en Guadeloupe.

Ainsi, au nom du libéralisme économique, au nom de la liberté d'entreprendre, au nom de la liberté de circulation des personnes et des biens au sein de l'Union Européenne, ce sont des centaines de travailleurs qui sont acheminés en Guadeloupe sur les différents chantiers du BTP notamment. Bien souvent, ces travailleurs étrangers sont, eux aussi, exploités, sous-payés et vivent dans des conditions indignes, sur les chantiers mêmes.

Nous avons dénoncé ce scénario à maintes reprises sur plusieurs chantiers : le cas de l'Hôpital Beaulieu à Pointe-Noire, le chantier du nouveau centre gérontologique à Pointe d'Or aux Abymes ou encore celui de la centrale EDF de Jarry. Pas la peine d'être un expert en économie pour comprendre que ces entreprises ne contribuent aucunement au développement économique et social de la Guadeloupe.

Les Travailleurs Guadeloupéens sont-ils destinés à grossir les fichiers de Pôle Emploi et à toucher les minima sociaux. **NON, NOU VÉ TRAVAY AN PÉYI ANNOU !**

Et pourtant, l'insertion de clauses sociales dans les marchés publics permettrait de favoriser l'emploi des Travailleurs de Guadeloupe. Alors, pourquoi l'Etat et les collectivités donneuses d'ordre n'exigent-ils pas des dispositions particulières pour favoriser les entreprises et les Travailleurs de Guadeloupe ?

La réponse est simple : *Apa pwoblèm a yo.* Trop occupé à préparer les prochaines élections, ou pire encore à toucher quelques subsides pour fermer les yeux. Et après, il est si facile de stigmatiser la jeunesse à qui ils n'offrent aucun espoir.

LE SCANDALE DU PORT en eaux profondes = DANJÉ POU GWADLOUP

Ségolène ROYAL et Georges Pau-LANGEVIN ont participé à une conférence internationale sur la biodiversité organisée en Guadeloupe. Pas un mot sur le port en eaux profondes. Derrière ce pompeux projet de « Grand port de Guadeloupe » se cache en fait un plan très simple : **Faire de la Guadeloupe la plaque tournante du commerce de marchandises dans la Caraïbe. Ils comptent débarquer chaque année en Guadeloupe pas moins de 1.200.000 containers, venus des quatre coins de la terre.**

Et pour cela, il faut des infrastructures capables d'accueillir les super cargos transportant des

milliers de boîtes à chaque passage via le canal de Panama, élargi pour la circonstance.

Pour nous appâter, ils parlent de la création de centaines d'emplois et de la baisse des prix des produits importés qui arriveraient chez nous plus rapidement. En réalité, la vérité est loin d'être aussi rose qu'il n'y paraît, tant sur le plan environnemental, que sur le plan économique et social, aussi bien pour la Guadeloupe que pour l'ensemble des îles de la Caraïbe.

Le projet de grand port, c'est :

- **Un danger pour l'environnement.** Pour construire cette plateforme, ils doivent fouiller au-delà de 17 mètres de profondeur. Ces travaux et le dépôt des matériaux entraineront la destruction des fonds marins, la mort de la faune et de la flore pour des décennies ainsi que la détérioration des plages de Goyave à Marie-Galante en y incluant Sainte-Anne et Saint-François.
- **Un désastre pour l'agriculture locale, l'agro transformation, la petite industrie et la pêche.** Il n'est pas utile de faire de grandes écoles de commerce pour comprendre que ces containers achemineront aussi bien des ignames que des patates ou des ananas, melons et autres produits manufacturés, en provenance de pays ayant des coûts sociaux inférieurs à ceux pratiqués en Guadeloupe. À terme, pourquoi pas du sucre. L'importation des produits agricoles entrainera donc la mort de notre production locale, de l'agro transformation ainsi que de la petite industrie. En ce moment même, l'État tente d'acheter le silence des marins pêcheurs en leur proposant 1 400 000 euros d'indemnisation en compensation de la destruction des fonds marins.
- **La mort du foncier agricole.** Sans production, plus de terres agricoles. Et il faudra bien stocker ces containers sur différents sites. Ainsi, les plaines des Abymes à Morne-À-L'eau se transformeront en vaste hangar de stockage, en routes et autres bâtisses faisant le bonheur des spéculateurs de l'immobilier.
- **Une menace pour l'emploi.** Tout comme pour les centres commerciaux, la création d'emplois sera inférieure à la destruction d'emplois directs et indirects engendrés par ce projet. La mise en faillite des agriculteurs, la disparition des terres agricoles, la mort de l'agro transformation et de la petite industrie, la mort

des commerces ; ce sont des milliers d'emplois directs et indirects qui vont disparaître.

- **Un danger pour l'ensemble de la Caraïbe.** Bien évidemment, le but est d'inonder l'ensemble des îles de la Caraïbe et faire de cette zone un territoire de consommation des biens venus du monde entier à des prix défiant toute concurrence.

UN SCANDALE SANITAIRE : LE CAS DU CHIKUNGUNYA

Ce virus véhiculé par un moustique bien connu de la zone, le moustique Aedes Aegypti est responsable également de la transmission du virus de la dengue. Il provoque de douleurs articulaires souvent très invalidantes principalement aux poignets, aux chevilles, aux pieds parfois aux genoux et plus rarement aux hanches et aux épaules. Elles peuvent s'accompagner de fièvre et de douleurs musculaires ou de céphalées. D'autres symptômes peuvent se manifester en fonction de l'état de santé général de la personne atteinte.

En 2005, à la Réunion, environ 270 000 personnes ont été touchées sur une population de 750 000 habitants. Le Chikungunya a causé 203 décès et invalidé pendant plusieurs mois des centaines de milliers de Réunionnais.

En Guadeloupe, les premiers cas sont apparus en Novembre 2013. **C'est donc un virus bien connu des autorités de santé.**

Et pourtant, ces mêmes autorités feignent de méconnaître les dispositions de prévention à mobiliser. Autrement dit, tout comme les maladies métaboliques et leurs conséquences cardio-vasculaires, les affections liées au comportement et à l'environnement, qui invalident des dizaines de milliers de Guadeloupéens (Diabète, Hypertension Artérielle, Obésité, insuffisance rénale chronique, leptospirose etc.), peuvent être éradiquées par la prévention, l'information et l'éducation en matière de santé.

Ainsi, le chikungunya d'aujourd'hui et le zika (nouveau virus en route vers nos latitudes) révèlent ô combien le système de santé est principalement curatif et n'a que faire des risques encourus par nos populations tant sur le plan de notre santé, que sur le plan humain, économique et social.

Les autorités ont choisi, encore une fois, de culpabiliser la population, en nous accusant d'être des irresponsables alors qu'il relève de la responsabilité de la puissance publique d'organiser la prévention et la lutte effective contre toutes ces maladies.

Oui l'action de prévention qui réside dans la destruction des gîtes larvaires naturels et artificiels est individuelle mais, également collective. Car si l'entretien des gouttières, l'élimination des gîtes larvaires dans les vases à fleurs, ..., l'utilisation de répulsifs, des moustiquaires et insecticides est de la responsabilité individuelle, l'élimination des gîtes larvaires à grande échelle est de la compétence de la puissance publique.

Ce scandale est la conséquence de l'absence d'une véritable politique publique de lutte anti vectorielle disposant de moyens efficaces tant humains que matériels et ce n'est pas l'utilisation ponctuelle d'agents en emploi précaire sous-payés pour *fiktosé* quelques zones déclarées infestées qui effacera l'urgence nécessité de procéder à un renforcement pérenne des services de lutte anti vectorielle.

Les solidarités qui se sont développées au sein des familles et la créativité déployée par la population pour mettre en avant nos **RIMED RAZYE** est la preuve que nous disposons d'un patrimoine phytosanitaire exceptionnel de qui l'industrie pharmaceutique française veut nous détourner pour mieux nous piller.

LE SCANDALE DES PRIX

Le Conseil régional a de nouveau accordé une aide exceptionnelle de 100 euros aux 45 000 foyers guadeloupéens dont les revenus fiscaux sont les plus faibles. Cette mesure serait destinée à améliorer le pouvoir d'achat des Guadeloupéens. Prend-il les guadeloupéens pour des mendiants ? N'a-t-il pas fait voter deux textes soi-disant pour faire baisser les prix ?

Cette aumône de 100 euros est distribuée à la veille d'échéances électorales prévues en 2015. Pour rappel, le Conseil régional a voté en 2009 une baisse de moitié des taux d'octroi de mer sur un grand nombre de produits de première nécessité sans que les grandes enseignes ne répercutent cette baisse sur le prix final payé par les consommateurs.

Cela fait donc 5 ans que, chaque année, l'import-distribution bénéficie d'un allègement de 10 millions d'euros de charges fiscales généreusement octroyé par les élus du Conseil régional sans que les consommateurs guadeloupéens n'aient jamais bénéficié de la moindre répercussion sur leur pouvoir d'achat.

Leur véritable action politique, c'est : **Des millions pour gaver les *pwofitan* et quelques miettes pour amuser le peuple !**

D'ailleurs la première décision du Ministre Victorin LUREL a été de supprimer l'alinéa de la loi JEGO du 27 mai 2009 prévoyant la possibilité de prendre un décret en conseil d'Etat pour encadrer les prix des produits de première nécessité. BRAVO !

Ainsi, le bouclier qualité prix LUREL et le décret LUREL sur le prix des carburants ne constituent qu'une vaste supercherie afin de mieux masquer son refus de réglementer les profits démesurés des entreprises de l'import-distribution en Guadeloupe et dans les autres colonies françaises.

Pour parfaire ce système basé sur la *pwofitasyon* :

ÉLECTIONS - RÉPRESSION ET DÉRÈGLEMENTATION

KOUS-LA PATI

Les candidats sont déjà en piste pour les prochaines échéances électorales décidées par le pouvoir français pour mettre en place ses institutions coloniales. Et comme d'habitude, beaucoup nous diront vouloir régler tous nos problèmes. D'autres y voient déjà une opportunité de pouvoir guadeloupéen.

Que pourront faire ces sauveurs sinon manipuler les travailleurs et le peuple pour continuer à servir le système colonial ? Mais où sont-ils quand les travailleurs réclament l'application de l'Accord BINO, le respect des conventions collectives et sont confrontés au licenciement et à la répression ? Mais que font-ils pour protéger nos terres agricoles, notre santé et notre eau ?

Beaucoup parle de responsabilité mais quelles responsabilités assument réellement les élus ? À bien y regarder, pratiquement rien. Ils sont quasiment tous dans une posture de

représentation et n'assument aucune responsabilité. La gestion de l'eau, le ramassage des ordures, le nettoyage des salles de classes, ... et même la fête patronale ; tout est sous-traité et confié aux structures privées.

Ces élections ne régleront aucun problème et ne cherchent d'ailleurs à en régler aucun et surtout pas la question du pouvoir en Guadeloupe.

En définitive, la France poursuit tout simplement la régionalisation de ces institutions pour se conformer aux directives de l'Union Européenne et faire de la France une fédération de régions comme l'Allemagne, le Portugal ou l'Italie

Les dernières colonies lui servent de modèles. C'était déjà le sens de la consultation de décembre 2003. Et la **récente polémique LUREL GILLOT autour de l'évolution statutaire relève d'un jeu de pouvoir classique. Dans la réforme territoriale prévue par le parti socialiste, l'actuel conseil général devient un service social de l'institution régionale qui concentrera tous les pouvoirs. Voilà la raison de la brouille. GILLOT vépa disparèt é LUREL vé koupé é haché an Mèt é Sényè...**

LE SCANDALE DE LA REMISE EN CAUSE DES ACQUIS SOCIAUX

Patronat, Elus et Etat colonial ont décidé d'en finir avec les droits des travailleurs. Ils s'en prennent aux salariés, aux chômeurs, aux familles, aux retraités, aux petites gens. Et ils prétendent défendre les plus démunis. **MANTI A MANTÈ !**

Leur devise : la loi, c'est le marché. Et toutes les règles sociales, les conventions collectives, les statuts, le code du travail, ... sont considérés comme autant d'entraves à la recherche du profit maximum.

Pour atteindre cet objectif, il faut détruire les acquis sociaux obtenus de hautes luttes ; acquis qui ont permis aux travailleurs, aux familles, d'améliorer leur condition de vie depuis des décennies. Ils appellent cela : réformer.

Ainsi, toutes les mesures prises par l'Etat sont dictées par le patronat et visent à détruire les droits sociaux des travailleurs et des familles. Ce

qu'ils appellent dialogue social n'est autre que la négociation de la plateforme de revendications du patronat :

- **Dérogation à la durée du travail ;**
- **Relèvement des seuils sociaux pour faire disparaître les syndicats ;**
- **Augmentation des taxes et impôts ;**
- **Suppression de jours fériés ;**
- **Simplification des procédures de licenciements ;**
- **Ouverture le dimanche ;**
- **Remise en cause de la convention assurance chômage ;**
- **Chasse aux chômeurs ;**
- **Dérogation au salaire minimum, ...**

Les choses sont claires, ce sont des attaques contre les salariés et les organisations syndicales dans l'objectif d'éradiquer toutes contestations sociales.

Ce sont des licenciements massifs, une répression effrénée contre les militants syndicaux, une stigmatisation des chômeurs et la volonté de supprimer les organisations syndicales dans le paysage social. Ce sont des cadeaux qui sont offerts au patronat au détriment des travailleurs et du peuple. Car il n'est pris :

- **Aucune mesure sur les contreparties des aides publiques reçues par les entreprises dans le cadre du CICE et du pacte de responsabilité ;**
- **Aucune mesure sur le non-respect de l'obligation de la négociation collective ;**
- **Aucune mesure sur la fraude patronale qui atteint 25 milliards d'euros ;**
- **Aucune mesure relative à la corruption des patrons et des élus ;**
- **Aucune mesure pour une gestion de notre eau en faveur des usagers ;**
- **Aucune mesure pour la priorité d'emploi des guadeloupéens ;**
- **Aucune mesure *kont pwofitasyon* sur les prix des marchandises et des carburants ;**
- **Aucune mesure sur le respect du droit syndical et la représentativité des syndicats ;**
- **Aucune mesure sur les profits et licenciements boursiers ;**

- Aucune mesure sur les salaires des grands patrons ;
- Aucune mesure sur les licenciements ;
- Aucune mesure sur l'augmentation des dividendes versés alors que les licenciements augmentent ;
- Aucune mesure sur les délocalisations d'entreprises et de capitaux ;
- Aucune mesure sur le train de vie et la retraite des députés, ministres et sénateurs ;
- Aucune mesure sur le non reversement des cotisations sociales encaissées par les patrons. **AYEN ! AYEN ! AYEN !**

LE SCANDALE DE LA RÉPRESSION

En quatre ans, plus de 90 militants syndicalistes de l'UGTG ont été convoqués par la justice alors qu'ils ne faisaient qu'exercer leur mandat syndical.

Ce sont plusieurs de nos dirigeants qui ont été condamnés à des peines d'amendes pour refus de se soumettre à un prélèvement ADN.

Ce sont aussi nombre de délégués syndicaux qui sont victimes de la répression pour avoir créé une section UGTG. Même nos avocats ont, eux aussi, fait l'objet de pressions et de poursuites visant à les empêcher d'exercer leur métier.

Même la représentativité de l'UGTG est remise en cause par l'État colonial et nombre d'employeurs hostiles au droit des travailleurs.

À travers le procès de Charly LENDO, le pouvoir veut franchir un pas supplémentaire dans la voie de la criminalisation de l'action syndicale. C'est le droit pour chacun de revendiquer qui est attaqué, c'est la liberté syndicale qui est menacée.

La prochaine audience est fixée au 20 janvier 2015. NOU KÉ LA !

NON À LA RÉPRESSION !

Ansanm ansanm nou ka lité,

Ansanm ansanm nou ké gannyé !!

**Travailleurs, Jeunes, Chômeurs, Retraités,
Peuple de Guadeloupe ;
Au nom du droit à la santé ;
Au nom du droit au travail ;
Au nom du droit à la vie :**

NOTRE RÉPONSE : LUTTE et SOLIDARITÉ !



**WI Gwadeloupéyen, SE REBELLER EST JUSTE !
Désobéir est un devoir, Agir est nécessaire !**

Dans ce contexte de remise en cause généralisée des droits fondamentaux, il nous faut continuer à croire en nous-mêmes, croire en notre jeunesse, en sa capacité créatrice, croire en notre filiation *a vayan konbatan* des révoltes amérindiennes, des rébellions anti esclavagistes, des grèves de 1910, 1924, 1935, 1952, 1967, 1975, du mouvement LKP de 2009.

Le 21 Octobre 2014, les travailleurs de l'AUBERGE DE LA VEILLE TOUR ainsi que les 73 salariés permanents des HÔTELS SALAKO, PRAO et CLIPPER du Groupe KARIBEA se sont mis en grève.

Que réclamaient – ils ?

Principalement l'application de la convention collective des hôtels de Guadeloupe, l'application de l'accord BINO et l'arrêt de la précarité.

Face à eux, des patrons voyous qui veulent supprimer la convention collective des hôtels de Guadeloupe qu'ils jugent plus avantageuse que celle appliquée en France.

Ils refusent d'appliquer l'accord BINO, accord qu'ils ont signé en Mars 2009. Et comme d'habitude, le Conseil Régional de Guadeloupe vient de voter une aide de 2,5 millions d'euros pour les Hôtels KARIBEA sans aucune contrepartie.

Un accord a été signé à l'AUBERGE DE LA VIEILLE TOUR le lendemain, il est vrai que cela

aurait fait scandale que deux ministres de la république, Ségolène ROYAL et Georges PAULANGEVIN puissent séjourner dans un hôtel qui ne respecte pas le droit du travail. S'il n'y avait pas cette visite, *travayè té ké la toujou.*

**Travailleurs, Jeunes, Chômeurs, Retraités,
Peuple de Guadeloupe ;
Au nom de la dignité ;
Au nom du respect ;
Au nom du droit à la vie :**

Il nous faut continuer à croire et à développer notre UGTG, outil de conscientisation et de libération des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe,

L'UGTG appelle tous les Guadeloupéens, les Travailleurs, les Chômeurs, Étudiants, Jeunes et Retraités, et tous les militants à la résistance, *an filaj a SOLITUDE, DELGRES, IGNAS, MASSOTO, PALERME* face à la volonté de *zonbifikasyon* mise en œuvre en Guadeloupe par l'Etat colonial français et les politiciens à leurs bottes.

L'UGTG appelle les Travailleurs, le Peuple de Guadeloupe, à renforcer leurs organisations et à réaffirmer les revendications fondamentales de la classe ouvrière, et à se mobiliser pour les arracher.

EXIGEONS :

- La mise en œuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe ;

- La mise en régie directe de la production et de la distribution de l'eau pour en finir avec la *pwofitasyon* et revenir à un prix juste et équitable ;
- L'arrêt de toute délégation de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;
- Le transfert des salariés des opérateurs privés vers les régies de production et de distribution ;
- La création d'un nouveau réseau de distribution sans augmentation ni du prix de l'eau ni des impôts.

LUTTONS :

- Pour l'ouverture de négociations dans toutes les branches professionnelles sur les salaires, la formation, la protection sociale, la qualification, l'exercice du droit syndical, etc.... ;
- Pour le respect des conventions collectives de Guadeloupe ;
- Contre la répression anti syndicale ;
- Pour la formation et l'emploi ;
- Contre la remise en cause des acquis sociaux ;
- Pour la défense des libertés syndicales ;
- Pour l'application de l'Accord Jacques BINO et de l'Accord du 04 Mars 2009 ;
- Pour le respect de la représentativité des organisations syndicales ;
- Pour la sauvegarde et le développement des services publics ;

NOU PÉKÉ FÈ DÈYÈ.

LES PEUPLES NE RENONCENT JAMAIS À LA LIBERTÉ. ILS Y SONT SEULEMENT CONTRAINTS ET SEULEMENT POUR UN TEMPS, LE TEMPS PRIS POUR PRÉPARER LA RÉVOLTE ET BRISER LES CHAINES DE L'ASSERVISSEMENT ET DE LA NÉGATION.

CRÉER, C'EST RÉSISTER. RÉSISTER, C'EST CRÉER !

PON DISOU PA PÈD ! NOU PÉKÉ FÈ DÈYÈ !